



Non au maintien des politiques libérales contre les services publics perpétrées par la gauche gouvernementale!

Tract pour la grève du 31 janvier 2013 [31janvier.pdf](#)

Les emplois massacrés, les travailleurs méprisés!

Après la réduction massive des effectifs des services publics par Sarkozy, qui n'a pas remplacé un fonctionnaire sur deux qui partait à la retraite, Hollande nous impose le non-remplacement de deux fonctionnaires sur trois. En même temps, les entreprises privées licencient massivement en socialisant leurs difficultés financières sur le compte des allocations chômage. Les patrons ont réussi à imposer un accord scélérat qui permet de flexibiliser les contrats de travail à outrance et de licencier encore plus de travailleurs avec le soutien "Notat ment" de la CFDT. Dans le public comme le dans le privé, les travailleur(e)s ne sont plus que des variables d'ajustement, traité(e)s avec mépris, jusqu'au suicide parfois; pointé(e)s comme les responsables d'une crise qui arrange bien les actionnaires, les patrons et les politiciens vénaux.

Les moyens sabrés mais pas pour tous.

La plupart des services publics, et surtout ceux relevant du domaine social et de la santé qui sont primordiaux pour tous, voient leurs budgets réduits massivement. Les contributions de l'Etat et de l'Assurance-Maladie envers les hôpitaux, les établissements et les associations médico-sociales sont également rognées dramatiquement. La priorité donnée à l'éducation s'avère un leurre: précarité généralisée des personnels, destruction du service public d'orientation, éducation conçue comme une préparation à l'esclavage. Ce gouvernement de gauche applique en bon élève des politiques imposées par des instances internationales non légitimées par les peuples. Ces mêmes instances, dont le BCE, l'UE et le FMI, reconnaissent aujourd'hui du bout des lèvres les échecs de leur politique « libérale-financiariste... »

Alors qu'en même temps, le gouvernement engage une nouvelle guerre pour défendre les intérêts privés des Dassault, Areva, total, etc., il s'attaque toujours en dernier au ministère de la défense pour équilibrer son budget. Tout ça pour maintenir les emplois générés par l'industrie militaire, ce qui va à l'encontre des intérêts du prolétariat.



Non au maintien des politiques libérales contre les services publics perpétrées par la gauche gouvernementale!

Les acquis sociaux ne sont pas le résultat de bonnes élections, mais celui des luttes des travailleurs!

Nous, travailleurs-chômeurs-retraités, n'avons pas besoin de chefs ou de représentants pour décider à notre place. C'est à la base que nous devons nous organiser, dans les entreprises, les quartiers par des assemblées générales souveraines, en bloquant les usines et les services.

La CNT-AIT est un syndicat de prolétaires, ennemie du parlementarisme et des systèmes autoritaires. Elle vise par l'action directe à l'amélioration immédiate de la situation économique et sociale de la classe ouvrière, et à la destruction du système économique et politique actuel.

Pour une société sans classe, ni hiérarchie !

Pour une société égalitaire, libertaire et solidaire !

Pour le communisme libertaire !